

LES ENTREPRISES EN REGION : BILAN 2023 ET PERSPECTIVES 2024

Février 2024

La Banque de France exprime ses plus vifs remerciements aux entreprises et établissements de la région Normandie qui participent à cette enquête annuelle sur l'évolution de la conjoncture économique dans les secteurs de l'industrie, des services marchands, du bâtiment et des travaux publics.

CONTEXTE NATIONAL	2
CHIFFRES CLEFS	3
SITUATION RÉGIONALE	4
SYNTHÈSE DE L'INDUSTRIE	5
SYNTHÈSE DES SERVICES MARCHANDS	10
SYNTHÈSE DU SECTEUR BÂTIMENT – TRAVAUX PUBLICS	13
MÉTHODOLOGIE	16
PUBLICATIONS DE LA BANQUE DE FRANCE	17

L'économie française résiliente devant la forte inflation

Après un début de décennie marqué par une succession de chocs (Covid-19, invasion de l'Ukraine par la Russie, crise énergétique), l'économie mondiale a résisté en 2023. L'inflation a reflué plus rapidement que prévu suite au pic de 2022, avec un impact moins important qu'attendu sur l'emploi et l'activité. Ainsi selon le [FMI \(WEO de janvier 2024\)](#), le PIB mondial augmenterait de 3,1 % en 2023. En ce qui concerne la Zone Euro, la croissance du PIB s'établirait à 0,5 % en 2023, après une hausse de 3,4 % en 2022.

En France, sur l'ensemble de l'année 2023, la croissance du PIB s'établit à 0,9 % d'après les plus récents comptes nationaux trimestriels. Cela confirme le diagnostic selon lequel l'économie française parviendrait à sortir progressivement de l'épisode de forte inflation sans récession. La résilience de l'activité s'explique par le dynamisme du secteur des services, qui a poursuivi son rebond post Covid-19, notamment dans l'hébergement restauration, l'information communication et, dans une moindre mesure, les services financiers, aux entreprises et aux ménages. Le secteur de l'industrie a lui aussi rebondi après la succession des chocs affectant aussi bien l'offre que la demande. Toutefois l'activité a stagné au second semestre, touchée par le ralentissement du secteur de l'énergie après un début d'année très allant, la baisse du secteur de la construction, et un moindre dynamisme des services marchands.




Selon les [projections macroéconomiques](#) publiées par la Banque de France en décembre 2023, l'activité resterait ralentie en 2024 avant de se raffermir ensuite. En 2024, la croissance serait davantage tirée par la consommation des ménages, sous l'effet du repli de l'inflation, bénéfique au pouvoir d'achat des salaires, et de la baisse du taux d'épargne. En 2025, la croissance bénéficierait également d'une amélioration de l'investissement privé, car l'effet du resserrement des conditions monétaires et financières serait moindre. En 2026, ces tendances se renforceraient pour engendrer une reprise dynamique.

La situation sur le marché du travail s'est améliorée en 2022 et jusqu'à mi 2023. Dans les trimestres à venir, l'emploi s'ajusterait avec retard au ralentissement économique, avec un rattrapage seulement partiel des pertes passées de productivité. Par conséquent, le taux de chômage augmenterait jusqu'en 2025 pour atteindre 7,8 % de la population active. Cette hausse a déjà débuté au troisième trimestre 2023 à 7,4 %, après 7,2 % au deuxième trimestre. En 2026, l'économie française renouerait avec les créations nettes d'emplois, à la faveur d'une croissance du PIB plus forte. Le taux de chômage recommencerait à se réduire pour atteindre 7,5 % au quatrième trimestre 2026.

L'inflation totale (IPCH), qui a atteint un pic début 2023, continuerait à refluer : après une moyenne annuelle de 5,7 % en 2023, elle diminuerait fortement à 2,5 % en 2024. L'inflation totale baisserait nettement sur l'ensemble de l'horizon de prévision, aidée par les prix de l'énergie ; mais l'inflation sous-jacente (IPCH hors énergie et alimentation) se replierait également quoiqu'un peu plus lentement. En l'absence de nouveau choc sur les matières premières importées, l'inflation totale reviendrait vers la cible de la Banque centrale européenne (BCE) de 2 % au plus tard d'ici 2025 et se maintiendrait ensuite à un rythme un peu inférieur.

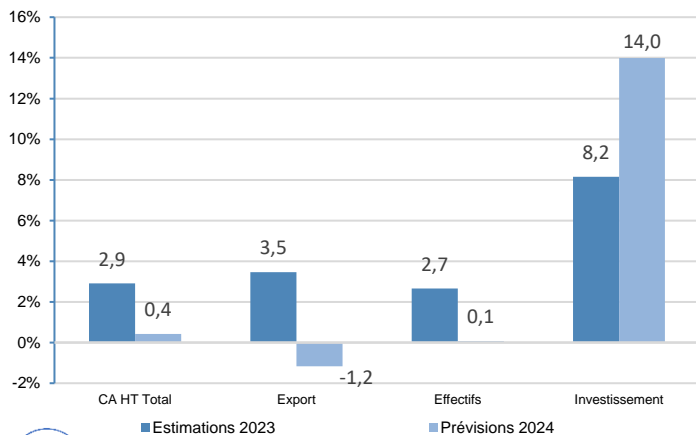
Dans un contexte toujours marqué par la forte inflation, **l'Eurosystème a poursuivi ses hausses de taux directeurs pour atteindre un taux de dépôt à 4 % en septembre 2023, et s'est engagé à poursuivre son action afin d'assurer un retour de l'inflation à la cible des 2 %.**

Chiffres clefs

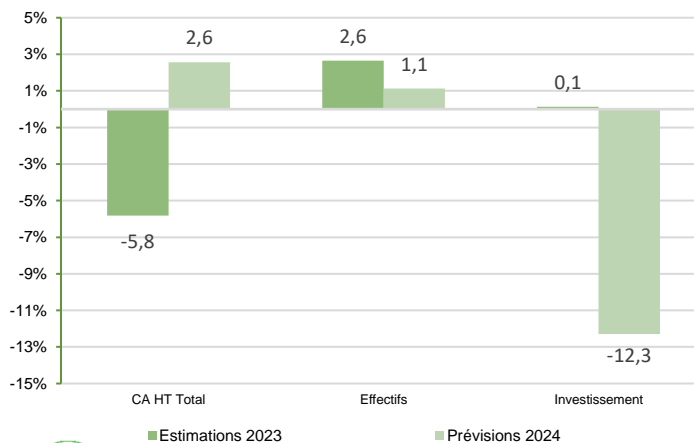
	Chiffre d'affaires	2023 :	+2,9%
		2024 :	+0,4%
	Exportations	2023 :	+3,5%
		2024 :	-1,2%
	Effectifs	2023 :	+2,7%
		2024 :	+0,1%
	Chiffre d'affaires	2023 :	-5,8%
		2024 :	+2,6%
	Effectifs	2023 :	+2,6%
		2024 :	+1,1%
	Production totale	2023 :	+4,5%
		2024 :	-3,1%
	Effectifs	2023 :	+2,0%
		2024 :	-0,6%

Situation régionale

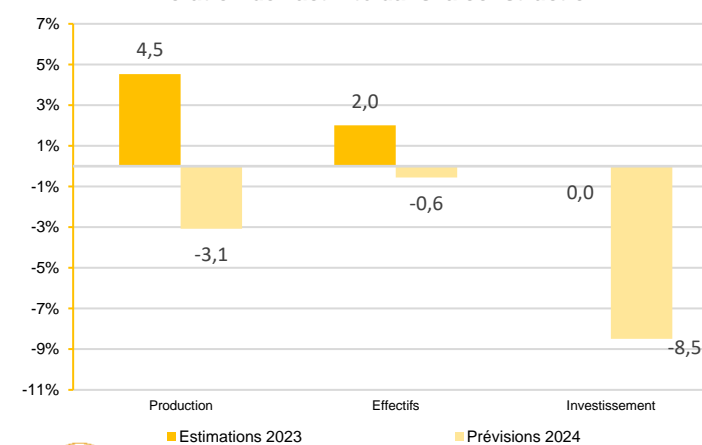
Évolution de l'activité dans l'industrie



Évolution de l'activité dans les services marchands



Évolution de l'activité dans la construction



Source Banque de France

Points Clefs

Du fait des tensions géopolitiques (poursuite de la guerre en Ukraine, conflit au Moyen-Orient, tensions en mer Rouge, etc.), les trajectoires économiques ont été modifiées en 2023 : hausse des prix de certaines matières premières, difficultés d'approvisionnement, pénuries de certains intrants, inflation (5,7 % en glissement annuel en 2023, avec un pic en février), remontée des taux, prix élevé de l'énergie avec la fin des boucliers tarifaires, ralentissement du marché de l'immobilier, moindre croissance économique (en France, le PIB progresserait de 0,9 % en 2023), etc..

Dans ce contexte, même en neutralisant l'effet-prix sur l'évolution du chiffre d'affaires, l'économie normande est restée résiliente en 2023. L'activité a été bien orientée dans l'industrie. La production dans la construction a été dynamique. Le courant d'affaires dans les services marchands accuse en revanche une baisse.

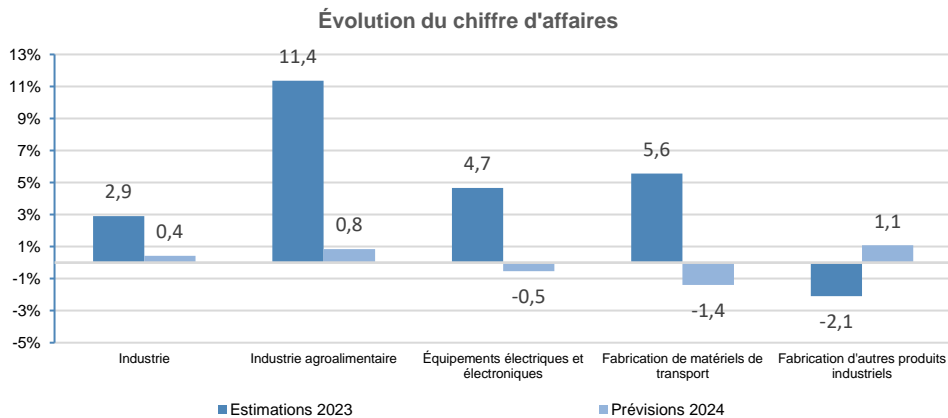
L'emploi normand a progressé (+ 0,5 % sur un an au 3e trimestre 2023 - Urssaf) mais la tendance au ralentissement se confirme. Les effectifs se renforcent dans les trois secteurs, mais de manière moins marquée qu'en 2022 pour l'industrie et les services. Les investissements sont stables par rapport à l'année précédente, sauf pour l'industrie où ils sont en hausse.

L'année 2024 devrait être marquée par la sortie progressive de l'inflation sans récession : elle refluerait à 2,5 % (3,4 % en janvier 2024). La prévision de croissance est estimée à + 0,9 %. Dans ce contexte, face aux incertitudes de l'environnement économique et géopolitique, les chefs d'entreprise anticipent une légère hausse du chiffre d'affaires dans les services marchands, une stabilité dans l'industrie, et une baisse dans la construction.



Synthèse de l'Industrie

Malgré les aléas de l'année 2023, le chiffre d'affaires dans l'industrie est en hausse, en lien notamment avec la hausse des prix de vente. Comme l'année précédente, les effectifs se sont renforcés et les investissements ont perduré. En 2024, l'activité continuerait de progresser mais à un rythme moins soutenu. Les effectifs seraient stables et les investissements en hausse. Les chefs d'entreprise anticipent une stabilisation de la rentabilité en 2024 (45 % d'entre eux), voire une hausse de celle-ci (37 %).



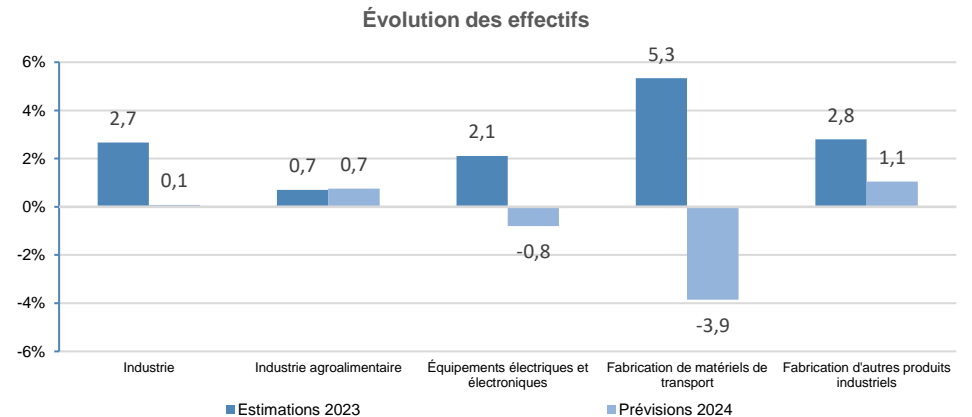
L'industrie connaît des évolutions disparates selon les secteurs. Le chiffre d'affaires dans les industries agricoles et alimentaires est supérieur aux prévisions de l'an passé (+ 11,4 % contre + 6,8 %), celui de la fabrication d'équipements électriques et électroniques et de la fabrication de matériels de transport est en hausse, tandis que celui de la fabrication d'autres produits industriels affiche un recul.

L'impact de l'inflation et la variation des volumes d'activité diffèrent selon les secteurs et expliquent donc ces évolutions différenciées. En effet, la hausse des coûts de production et des intrants a été plus ou moins forte et les difficultés d'approvisionnement, voire les pénuries, rencontrées en 2023, ont été variables selon l'activité.

Pour 2024, les dirigeants sont prudents et anticipent une stabilité de la production industrielle (+ 0,4 %). Les prévisions de progression du chiffre d'affaires sont inférieures aux évolutions constatées en 2023, hormis pour la fabrication d'autres produits industriels pour laquelle les chefs d'entreprise envisagent un retard de croissance.

Malgré les difficultés de recrutement (70,1 % des projets de recrutement dans l'industrie normande étaient jugés difficiles en 2023, un niveau constaté pour l'ensemble des secteurs, selon l'enquête BMO de France Travail), les effectifs se renforcent, particulièrement dans la fabrication de matériels de transport.

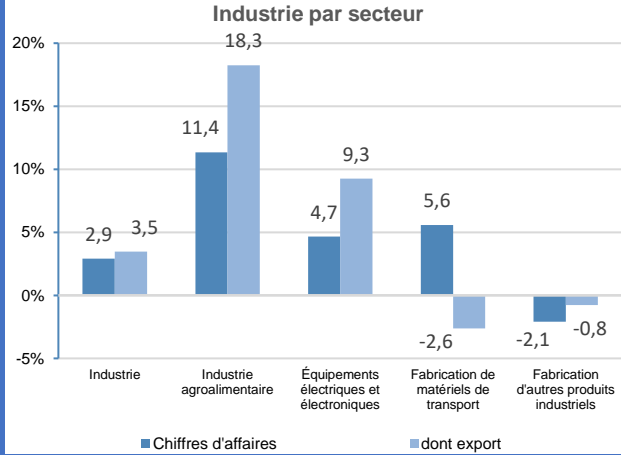
En 2024, les recrutements devraient ralentir et être quasi stables dans l'industrie. Cependant, ils seraient en recul dans la fabrication de matériels de transport et, dans une moindre mesure, dans la fabrication d'équipements électriques et électroniques.





20 %
Poids des effectifs de l'Industrie rapportés aux effectifs salariés de la région

Chiffre d'affaires, dont export



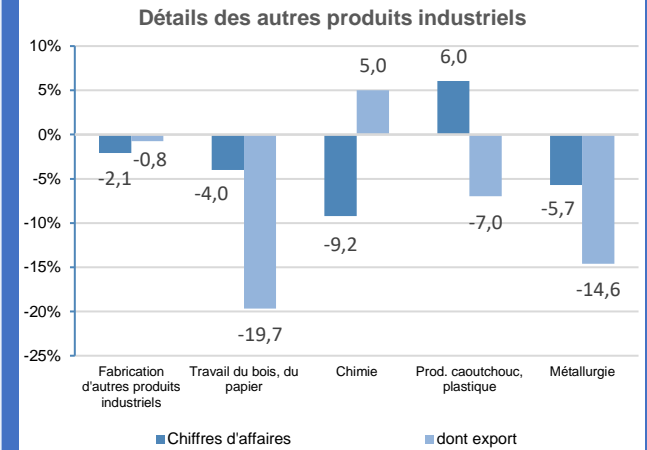
Le chiffre d'affaires dans l'industrie est en hausse en 2023, tout comme les prix de vente (+ 6 % selon les dirigeants). Cette augmentation est en partie due aux exportations, qui représentent 40 % des ventes dans le secteur.

Les exportations ont été particulièrement dynamiques dans l'industrie agroalimentaire et les équipements électriques et électroniques, elles sont en baisse en valeur dans la fabrication de matériels de transport et dans les autres produits industriels.

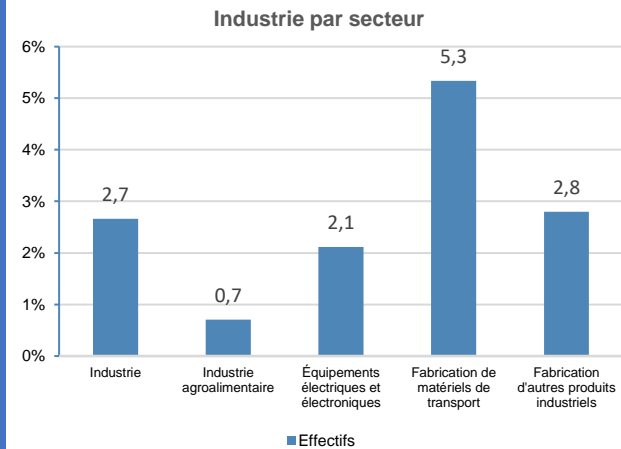
Chiffre d'affaires, dont export

Dans le secteur des autres produits industriels, le chiffre d'affaires est en diminution sur 2023, sur le marché intérieur comme à l'export, malgré une hausse moyenne des prix de vente de 5 %.

Le chiffre d'affaires lié à l'export est en fort recul dans la filière bois et la métallurgie. Dans l'industrie chimique, le chiffre d'affaires est en baisse malgré une hausse de l'export.



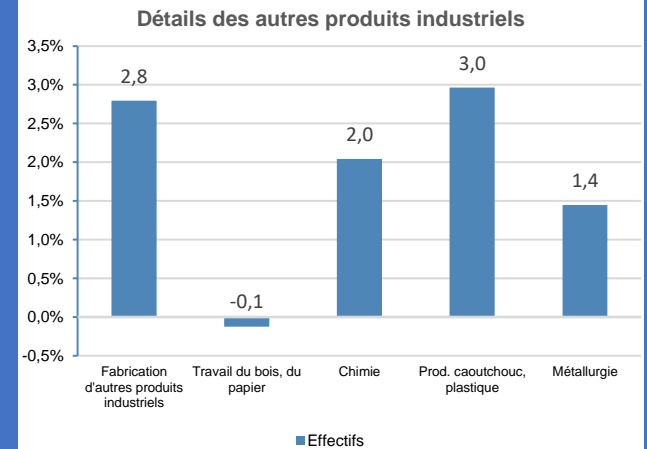
Bilan 2023



Selon l'enquête sur les conditions de production, 83 % des entreprises françaises indiquent que les difficultés de recrutement sont un des facteurs affectant à la baisse la productivité des entreprises.

En Normandie, les effectifs ont été renforcés malgré ces difficultés. Tous les secteurs créent de l'emploi : matériels de transport, autres produits industriels, équipements électriques et électroniques et, à un niveau moins important, industrie agroalimentaire.

Parmi les autres produits industriels, les effectifs sont stables dans le secteur du bois et du papier et progressent dans les autres secteurs, particulièrement dans la fabrication de produits en caoutchouc-plastique, dans l'industrie chimique et la métallurgie.



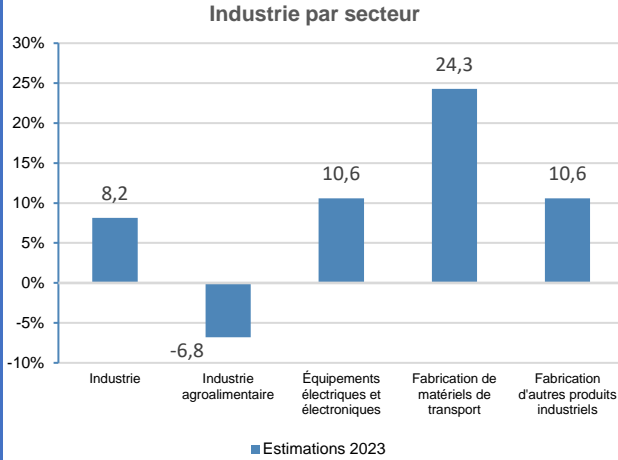
Effectifs

Effectifs



20 %
Poids des effectifs de l'Industrie rapportés aux effectifs salariés de la région

Évolution des investissements



Les stratégies pour réduire la consommation énergétique ou les émissions continuent de se déployer dans l'industrie, et particulièrement dans les PME en 2023.

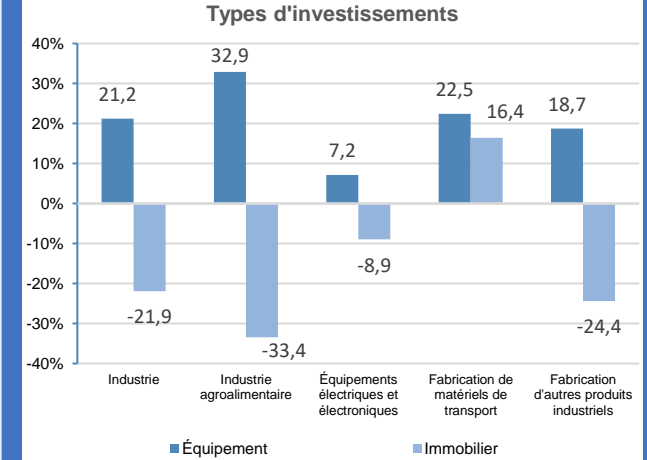
Les investissements sont en hausse, à un rythme moins élevé que l'année précédente (+ 8,2 % contre + 21,0 %). Ils sont soutenus dans la fabrication de matériels de transport. L'industrie agroalimentaire a quant à elle freiné ses investissements.

Dans les autres produits industriels, ils reculent dans la chimie et sont en hausse dans les autres activités, particulièrement dans la filière bois.

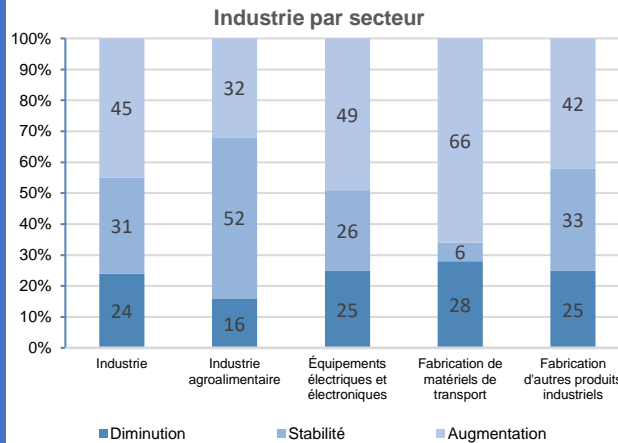
Répartition des investissements

En 2023, les entreprises industrielles ont augmenté leurs investissements dans l'équipement. Tous les secteurs sont concernés, de manière plus marquée pour l'industrie agroalimentaire.

À l'inverse, les investissements dans l'immobilier sont en baisse. La fabrication de matériels de transport se démarque dans ses orientations, l'investissement étant en hausse dans l'immobilier comme dans l'équipement.



Bilan 2023



31 % des dirigeants déclarent que la rentabilité de leur entreprise est stable en 2023, 45 % qu'elle a augmenté.

Le solde d'opinion diffère selon les secteurs d'activité, l'impact du coût énergétique sur les marges étant inégal.

Les deux tiers des entreprises indiquent une hausse de leur rentabilité dans la fabrication de matériels de transport, c'est la moitié d'entre elles dans la fabrication d'équipements électriques et électroniques, et un tiers dans l'agroalimentaire.

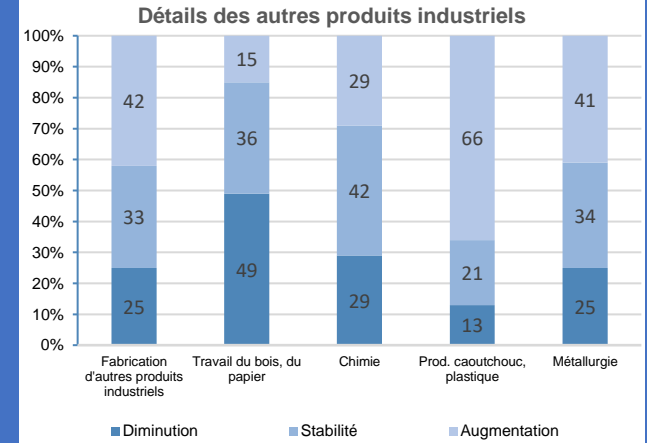
Rentabilité

75 % des chefs d'entreprise de la fabrication des autres produits industriels déclarent un maintien voire une amélioration de la rentabilité de leur entreprise.

Toutefois, les disparités sont importantes selon les secteurs.

Les dirigeants des entreprises de fabrication de produits en caoutchouc et plastique sont 66 % à annoncer une hausse de rentabilité. A contrario, ils sont 49 % à déclarer une dégradation dans la filière bois.

Rentabilité



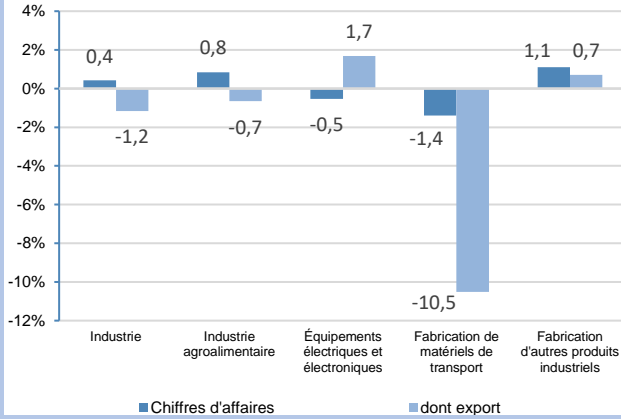


20 %

Poids des effectifs de l'Industrie rapportés aux effectifs salariés de la région

Chiffre d'affaires, dont export

Industrie par secteur

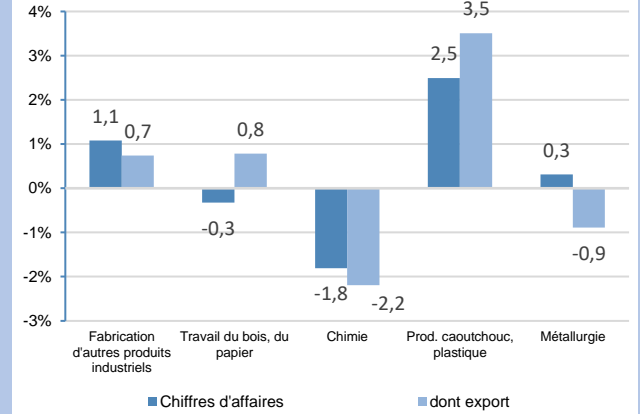


En 2024, le chiffre d'affaires devrait être quasi-stable (+0,4 %) et la hausse des prix de vente contenue (+2,4 % en 2024). La fabrication d'autres produits industriels et l'industrie agroalimentaire anticipent une hausse de leur chiffre d'affaires tandis que la fabrication de matériels de transport et celle d'équipements électriques et électroniques envisagent un recul. Les exportations devraient croître dans les équipements électriques et les autres produits industriels et diminuer dans l'agroalimentaire et, de manière plus marquée, dans la fabrication des matériels de transport.

Chiffre d'affaires, dont export

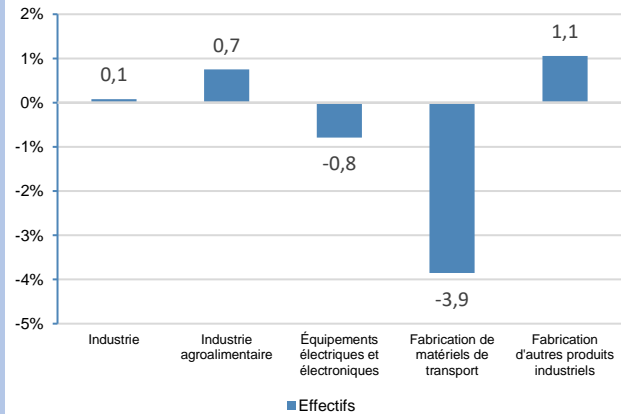
Au sein du secteur de la fabrication d'autres produits industriels, les dirigeants ont des perspectives différentes pour 2024 selon leur activité. Le volume d'affaires dans la fabrication de produits en caoutchouc-plastique et dans la filière bois devrait être bien orienté, celui dans la chimie diminuerait après une année de hausse. Dans la métallurgie, les chefs d'entreprise prévoient une baisse de l'activité, mais nettement moins forte que celle observée en 2023.

Détails des autres produits industriels



Perspectives 2024

Industrie par secteur



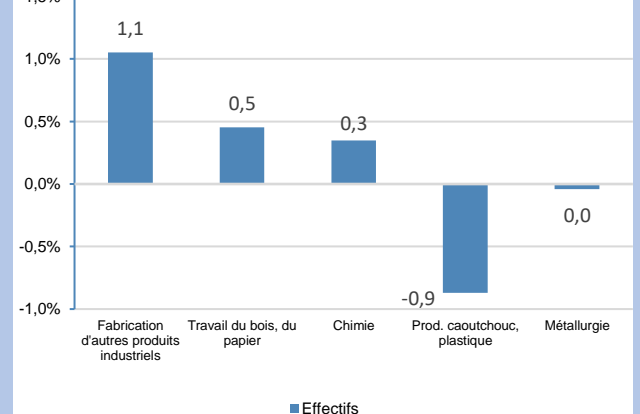
Les effectifs dans l'industrie devraient être stables en 2024.

En lien avec les perspectives d'activité, les secteurs de la fabrication d'autres produits industriels et de l'industrie agroalimentaire recruteraient, tandis que les effectifs dans la fabrication de matériels de transport et dans les équipements électriques et électroniques diminueraient.

Effectifs

La fabrication de produits en caoutchouc-plastique et la métallurgie contribueraient positivement aux recrutements dans le secteur des autres produits industriels. Les chefs d'entreprise de l'industrie chimique et, de façon moins importante, de la filière bois envisagent une baisse des effectifs en 2024.

Détails des autres produits industriels



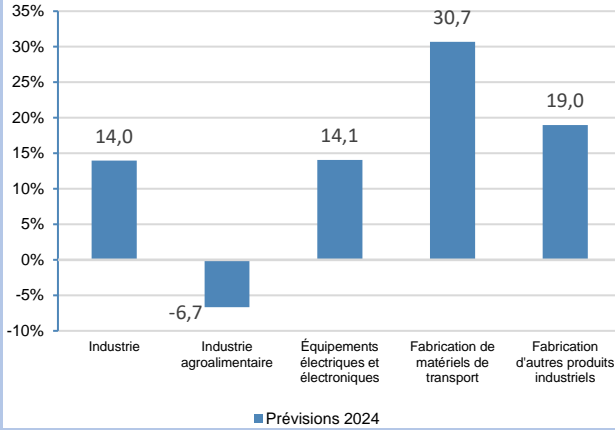
Effectifs



20 %

Poids des effectifs de l'Industrie rapportés aux effectifs salariés de la région

Industrie par secteur



Investissements

L'investissement en faveur de la transition énergétique est prévu à la hausse sur les trois prochaines années.

En Normandie, les investissements devraient s'intensifier en 2024 dans tous les secteurs hormis dans l'agroalimentaire qui envisage une baisse comparable à celle de 2023.

Dans la fabrication des autres produits industriels, l'enveloppe consacrée aux investissements augmenterait significativement dans la filière bois et, dans une moindre mesure, dans la métallurgie.

Les investissements diminueraient dans le caoutchouc-plastique et la chimie.

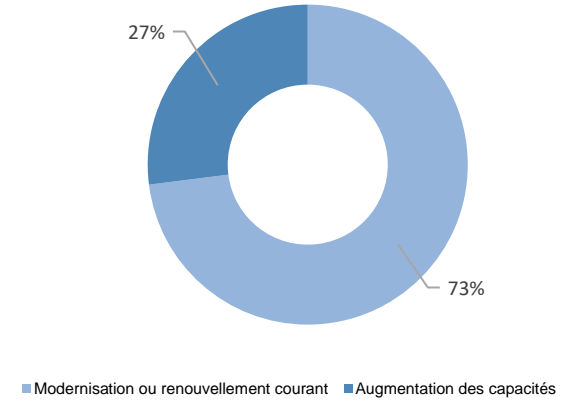
Prévisions des investissements

L'orientation des investissements devrait globalement être similaire à celle de 2023 : hausse de l'enveloppe consacrée aux équipements et baisse de celle consacrée à l'immobilier.

Pour 73 % des dirigeants, les investissements serviront à la modernisation ou au renouvellement courant des moyens de production.

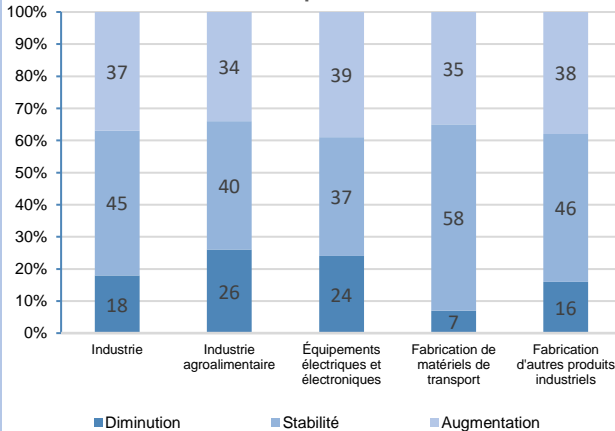
Parmi les quatre secteurs observés plus finement, l'enveloppe dédiée aux équipements devrait diminuer dans l'agroalimentaire, celle dédiée aux immobilisations devrait augmenter dans les matériels de transport et les autres produits industriels.

Orientation des prévisions d'investissements



Perspectives 2024

Industrie par secteur



Les marges seraient préservées en 2024 dans l'industrie.

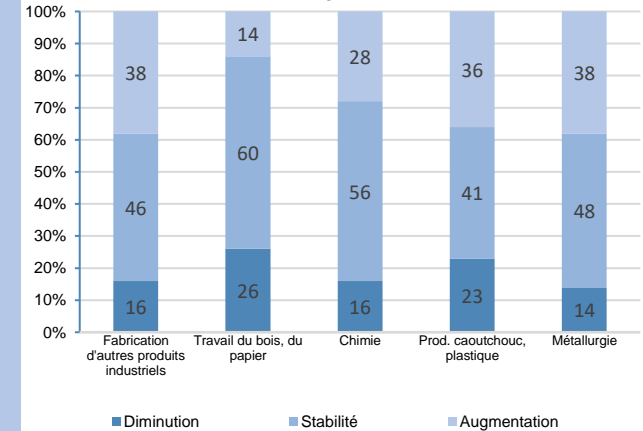
45 % des industriels prévoient une stabilité de leur rentabilité et 37 % une hausse.

Près d'un quart des déclarants dans l'industrie agroalimentaire et dans les équipements électriques annonce une baisse de leur rentabilité.

Les marges se maintiendraient dans le secteur des autres produits industriels, voire s'amélioreraient, pour 84 % des déclarants.

La proportion d'entreprises redoutant une érosion des marges est plus marquée dans la filière bois (26 % des déclarants) et dans le caoutchouc-plastique (23 %).

Détails des autres produits industriels



Rentabilité

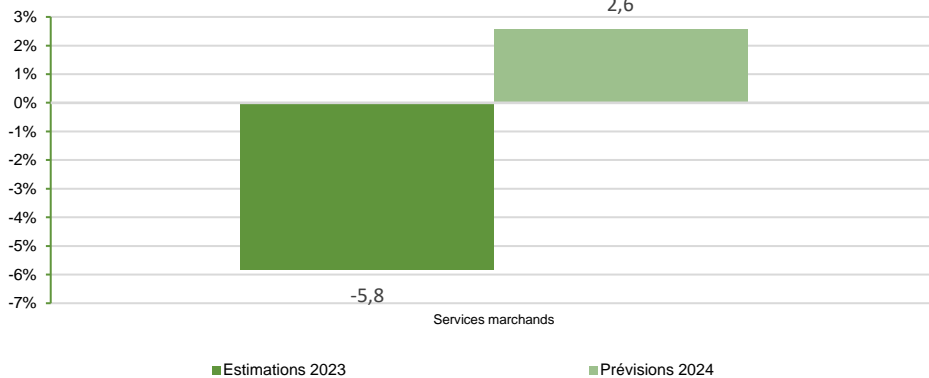
Rentabilité



Synthèse des services marchands

En 2023, le chiffre d'affaires dans les services marchands baisse malgré une hausse moyenne des prix de vente de 4 %. Ce recul est lié à une orientation à la baisse de l'activité dans le transport et l'entreposage, les autres secteurs connaissant une progression de leur chiffre d'affaires. Les effectifs se sont renforcés, hormis dans les transports. En 2024, le chiffre d'affaires devrait progresser dans tous les secteurs et les recrutements se stabiliser ou augmenter. Les chefs d'entreprises anticipent une stabilisation ou une augmentation de leur rentabilité (82 % des déclarants contre 62 % en 2023).

Évolution du chiffre d'affaires



L'année 2023 a été marquée par la hausse des coûts de l'énergie et par l'inflation, impactant le pouvoir d'achat des ménages amenés à arbitrer leurs dépenses.

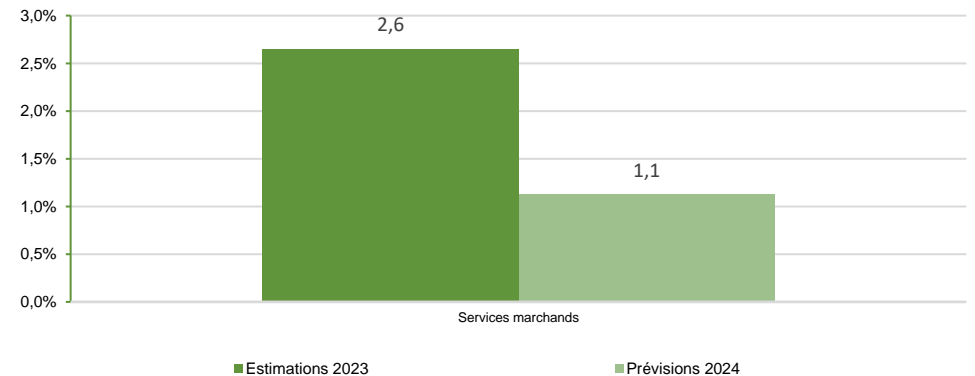
Dans les services marchands, le chiffre d'affaires a reculé. La situation est contrastée selon les secteurs. La mauvaise orientation dans les services est liée à la forte baisse du chiffre d'affaires dans l'entreposage et, dans une moindre mesure, dans les transports. En effet, au-delà du ralentissement économique, le secteur a été impacté en début d'année en raison des manifestations liées à la réforme des retraites et aux grèves des dockers et, en fin d'année, par les tensions en mer Rouge qui ont pénalisé les exportations de certaines entreprises. En outre, le chiffre d'affaires dans le secteur était relativement élevé en 2022 (+ 11 % dans le transport-entreposage par rapport à 2021), avec des taux de fret trois à quatre fois plus importants qu'en 2023.

En 2024, le chiffre d'affaires dans les services marchands devrait repartir à la hausse, en lien avec l'amélioration de l'activité dans le transport et l'entreposage.

En 2023, les effectifs dans les services marchands ont évolué favorablement, malgré des difficultés de recrutement (69,4 % des projets de recrutement dans les services normands étaient jugés difficiles en 2023, contre 69,7 % pour l'ensemble des secteurs, selon l'enquête BMO de France Travail). Seuls les effectifs dans le transport ont reculé.

En 2024, les embauches dans les services devraient se poursuivre, à un rythme moins soutenu qu'en 2023. Les effectifs se renforceraient dans tous les secteurs, hormis dans le transport et l'entreposage où ils seraient stables.

Évolution des effectifs

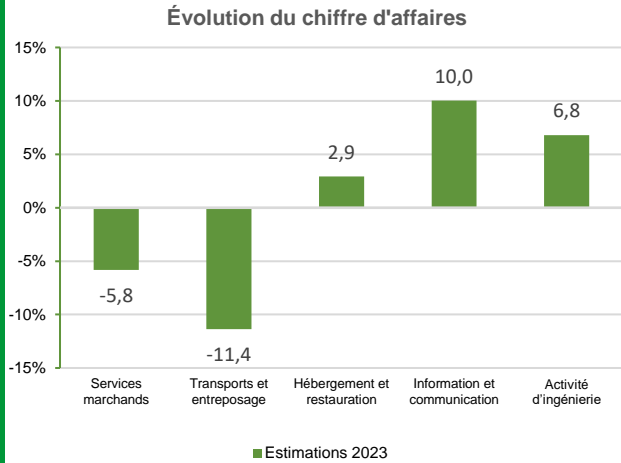


Source Banque de France – SERVICES



13 %
Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région

Chiffre d'affaires



Seul le transport-entreposage affiche un recul du chiffre d'affaires en 2023. Le secteur de l'information et de la communication a été dynamique (+ 10,0 % en 2023 contre + 1,2 % en 2022) ainsi que les activités d'ingénierie (malgré l'impact des perturbations du marché immobilier sur certaines activités du secteur). La croissance dans la restauration se poursuit, de manière moins soutenue qu'en 2022. Le chiffre d'affaires dans l'hébergement est en légère hausse, plus en lien avec une hausse de la tarification (+ 3,8 % en moyenne) qu'avec une hausse de la fréquentation,

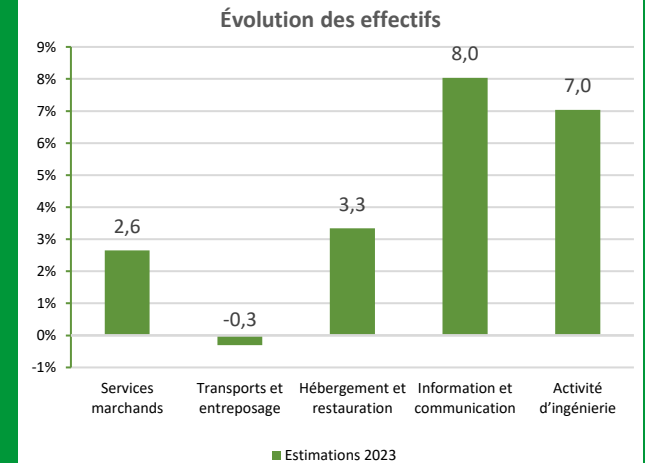
Effectifs

Bien que l'activité soit en retrait, **les effectifs se sont renforcés dans les services.**

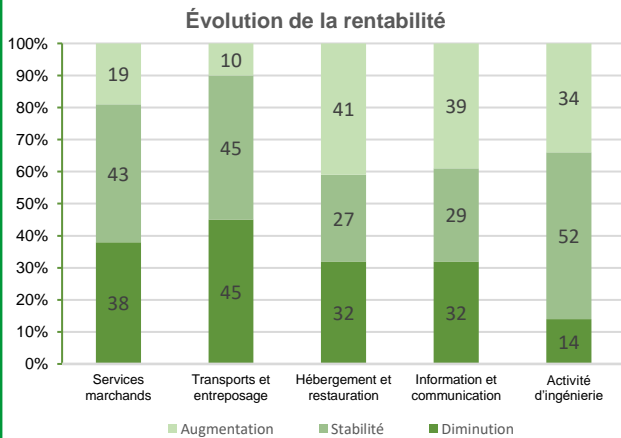
L'évolution des recrutements dans les secteurs suit celle du chiffre d'affaires : baisse dans les transports, hausse dans la restauration, l'information-communication et les activités d'ingénierie.

Dans l'hébergement, la dynamique d'évolution des effectifs a été plus forte que celle du courant d'affaires.

Dans l'entreposage (hors transports), malgré la forte baisse du chiffre d'affaires, le secteur a recruté.



Bilan 2023



62 % des chefs d'entreprise indiquent une stabilité ou une amélioration de leur rentabilité en 2023.

Dans les transports, la diminution des marges concerne plus de la moitié des déclarants. Les coûts importants de l'énergie, notamment électrique, ont pénalisé le secteur.

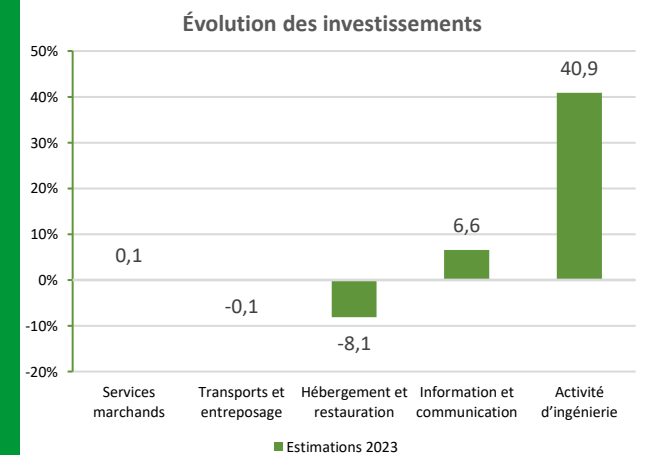
Dans la restauration, 37 % des dirigeants déclarent une rentabilité en baisse. Le secteur a en effet pâti de la hausse des coûts de l'énergie et de la masse salariale.

Rentabilité

Les entreprises des services ont stabilisé leurs investissements en 2023.

Les investissements sont en nette hausse dans les activités d'ingénierie, dans le transport (hors entreposage) et, de manière moins importante, dans l'information et la communication.

Inversement, les investissements se sont contractés dans l'hébergement, la restauration et l'entreposage.

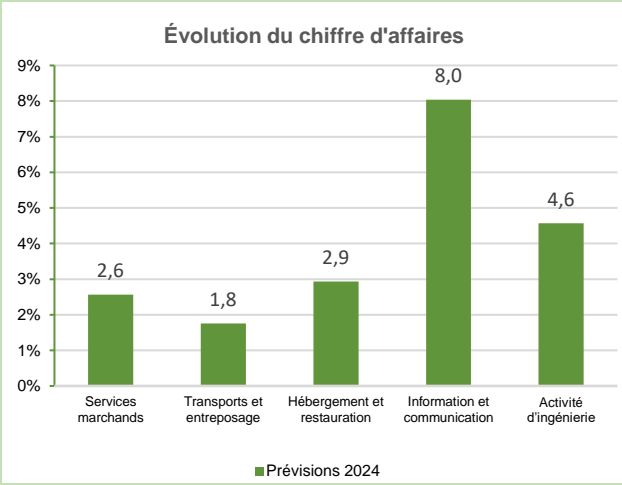


Investissements



13 %
Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région

Chiffre d'affaires



Le chiffre d'affaires repartirait à la hausse dans les services en 2024.

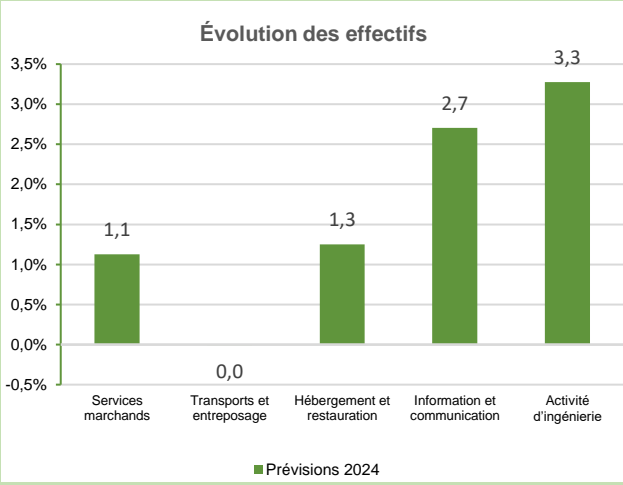
Tous les secteurs participeraient à cette augmentation. L'information-communication, les activités d'ingénierie et l'hébergement-restauration conserveraient leur dynamique. Les volumes d'affaires se stabiliseraient dans les transports, après la baisse de 2023.

Une reprise de l'activité est attendue dans l'entreposage, avec une hausse des prestations.

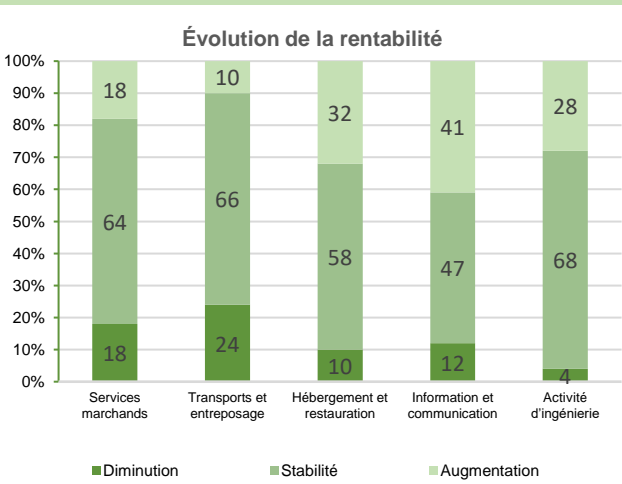
Effectifs

En 2024, les dirigeants envisagent de poursuivre les recrutements, dans tous les secteurs, mais à un rythme plus faible.

La hausse des effectifs serait un peu plus marquée dans les activités d'ingénierie et l'information communication. Les effectifs seraient stables dans les transports comme dans l'entreposage.



Perspectives 2024



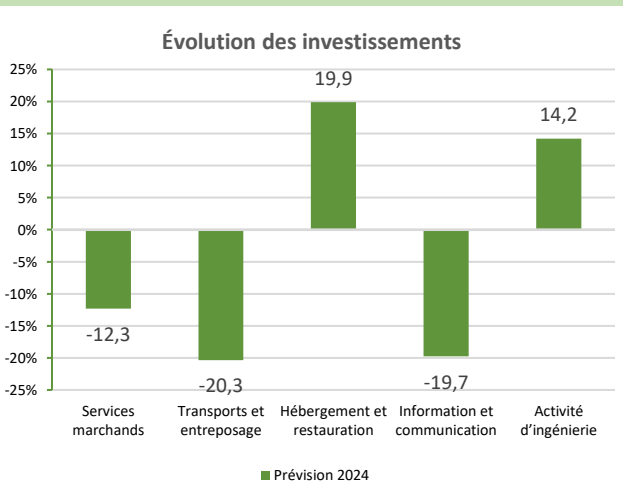
En 2024, 64 % des dirigeants prévoient une stabilité de la rentabilité de leur entreprise (43 % en 2023) et 18 % anticipent une hausse (19 % en 2023).

Les chefs d'entreprise sont donc plus optimistes sur leur rentabilité pour 2024. Cette prévision des marges, a minima maintenues, concerne tous les secteurs hormis les transports (hors entreposage) où 35 % des déclarants annoncent une baisse de la performance de leur entreprise.

Rentabilité

Les investissements diminueraient en 2024, en lien avec la forte baisse de l'enveloppe prévue par les dirigeants du transport et de l'entreposage.

Dans les activités d'ingénierie, les investissements se poursuivraient mais à un rythme moins soutenu qu'en 2023. Ils diminueraient nettement dans l'information-communication, après une hausse l'année précédente. L'hébergement-restauration envisage d'investir de manière significative en 2024, plus particulièrement dans l'hébergement.



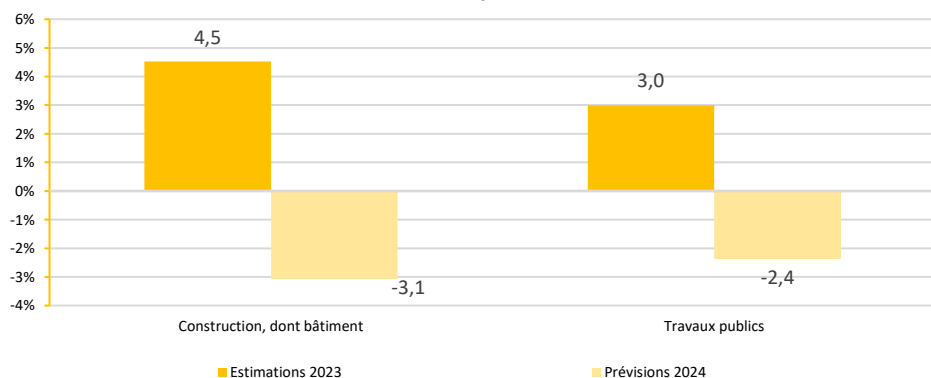
Investissements



Synthèse du secteur Bâtiment – Travaux Publics

En 2023, le chiffre d'affaires dans la construction a augmenté, porté en grande partie par le second œuvre, plus prégnant dans la région. Les tarifs des prestations ont augmenté en moyenne de 4,7 %. Les effectifs se sont renforcés, hormis dans le gros œuvre. Les investissements sont stables, essentiellement grâce à la hausse de l'enveloppe dans le second œuvre. En 2024, les professionnels de la construction anticipent une baisse de l'activité et des effectifs.

Évolution de la production



La construction, comme d'autres secteurs, a été impactée en 2023 par l'augmentation des coûts et par l'inflation. En outre, la hausse des taux directeurs a freiné les projets des particuliers et les investissements. La construction neuve a nettement ralenti : le nombre de permis de construire des logements a reculé de près de 30 % sur un an en Normandie et celui des locaux non résidentiels de plus de 20 %.

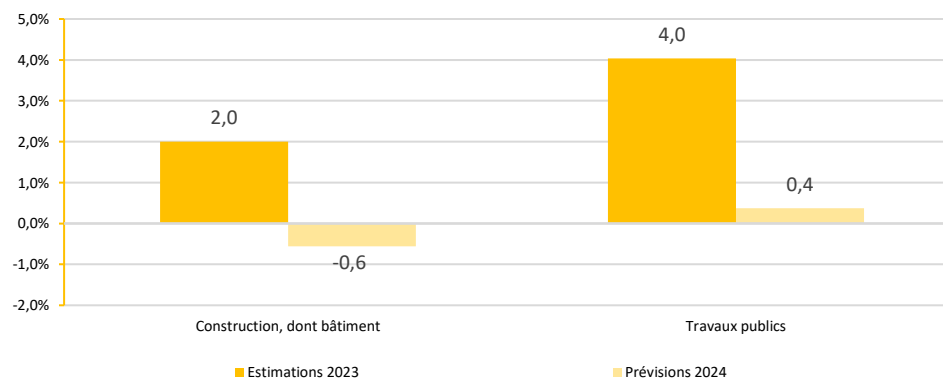
Toutefois, le chiffre d'affaires dans la construction a augmenté (+ 4,5 % contre + 5,6 % en 2022). Le second œuvre, bénéficiant d'une croissance de l'activité dans l'entretien-rénovation, contribue fortement à la hausse de la production (+ 6,4 % sur un an), le gros œuvre et les travaux publics connaissant une croissance plus modérée (respectivement + 2,5 % et + 3,0 %).

Les professionnels de la construction sont pessimistes pour 2024. Les perspectives s'annoncent relativement moroses : poursuite de la baisse dans la construction neuve (- 25 % de logements autorisés en 2023), fin du « Pinel » en 2025, réforme de Ma PrimeRénov', etc..

Contrairement aux prévisions de l'an passé, les recrutements dans la construction ont progressé. Seul le gros œuvre a réduit ses effectifs. Les professionnels de la construction font toujours état de difficultés de recrutement.

En 2024, le bâtiment prévoit une baisse des effectifs, dans le gros œuvre comme dans le second œuvre. Les travaux publics devraient recruter.

Évolution des effectifs



Source Banque de France – CONSTRUCTION

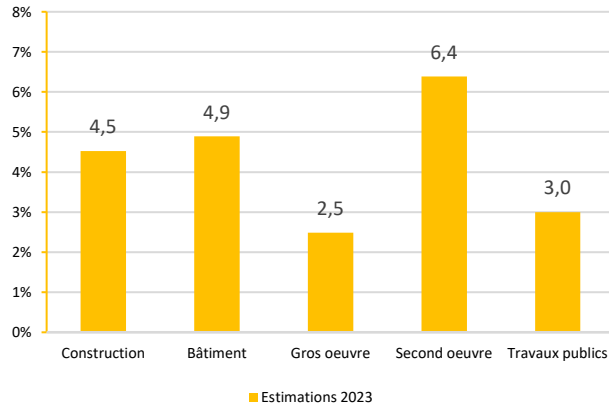


9 %

Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région

Production totale

Évolution de la production



La hausse de la production se poursuit en 2023.

Le niveau d'activité est élevé dans le second œuvre, en lien avec l'amélioration et la rénovation de logements. En outre, la tempête de novembre a été bénéfique à l'activité. Dans le gros œuvre, même si l'activité se maintient, elle est nettement inférieure à la dynamique de 2022 (+ 10,2 %), en lien avec la chute de la construction neuve. La production dans les travaux publics reste bien orientée.

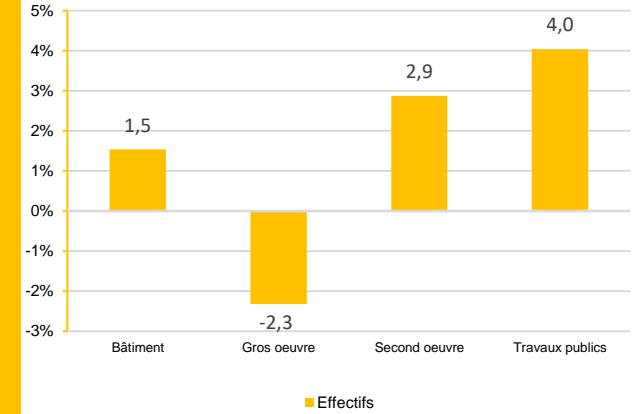
Effectifs

En 2023, le bâtiment et les travaux publics ont créé de l'emploi, en lien avec la hausse de la production.

Seuls les professionnels du gros œuvre ont réduit leurs effectifs.

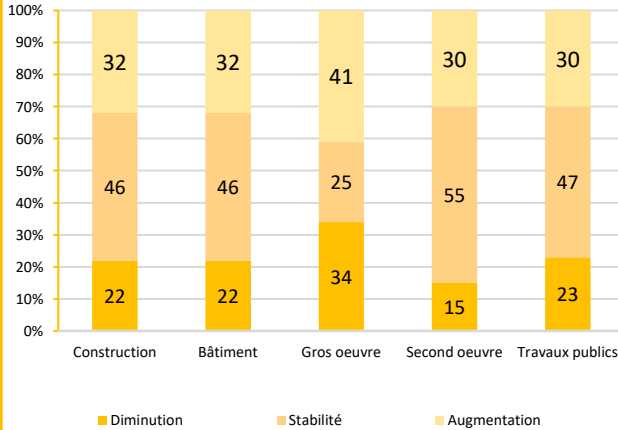
Le recours à l'intérim s'est accentué dans les travaux publics (+ 12 %) et le second œuvre (+ 6 %) mais a diminué dans le gros œuvre (- 7 %).

Évolution des effectifs



Bilan 2023

Évolution de la rentabilité



78 % des chefs d'entreprise indiquent une stabilité ou une amélioration de leur rentabilité en 2023.

Dans tous les secteurs de la construction, les entrepreneurs sont moins nombreux à déclarer une baisse de leurs marges qu'en 2022.

En lien avec l'activité en baisse, un tiers des dirigeants dans le gros œuvre annonce une dégradation de leur rentabilité.

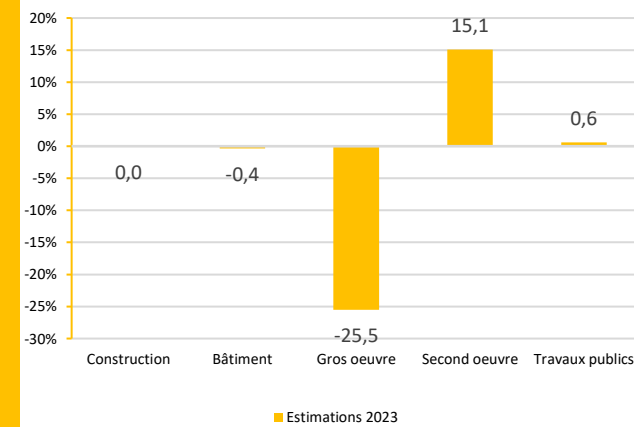
Les investissements sont stables, avec une forte disparité entre les activités.

Au regard des perspectives relativement négatives dans la construction neuve en 2024, les dirigeants du gros œuvre ont freiné leurs investissements, comme en 2022.

L'enveloppe allouée aux investissements a augmenté dans le second œuvre, dans les mêmes proportions qu'en 2022.

Les investissements dans les travaux publics sont en légère hausse.

Évolution des investissements

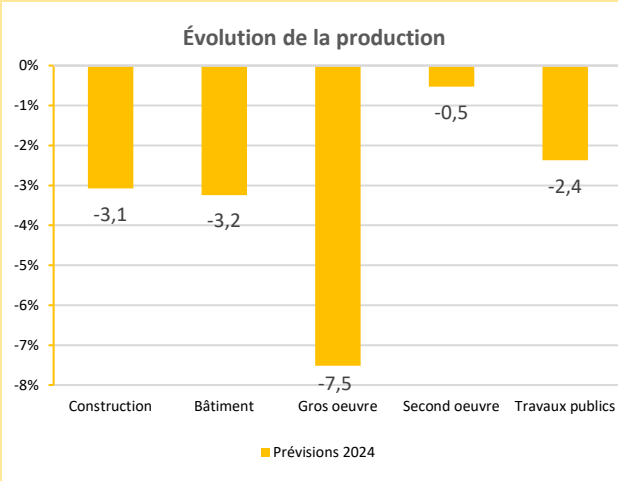


Rentabilité

Investissements



9 %
Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région



Production totale

Les perspectives de production dans la construction en 2024 sont mauvaises.

Le bâtiment comme les travaux publics connaîtrait une baisse de production.

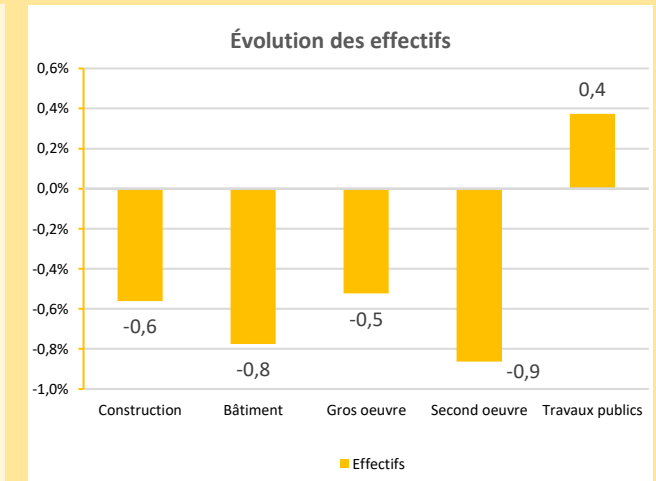
Dans le gros oeuvre, les tendances dans la construction neuve ne développent pas l'optimisme des dirigeants.

Effectifs

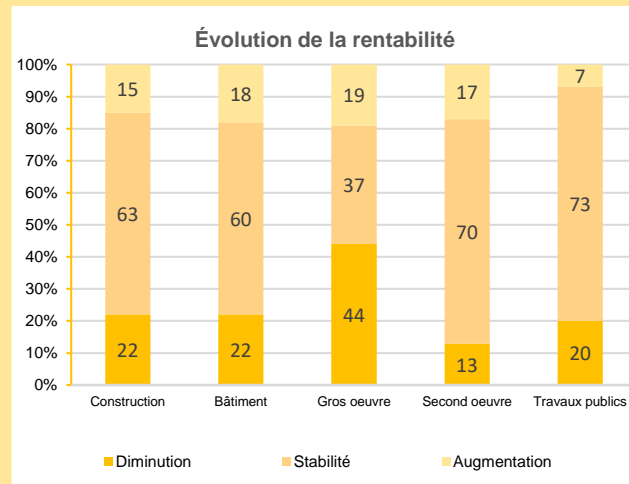
Dans un contexte de perspectives d'activité à la baisse, les effectifs se contracteraient dans la construction.

Seuls les travaux publics envisagent de recruter en 2024.

Le recours à l'intérim baisserait fortement, dans tous les secteurs.



Perspectives 2024



Les chefs d'entreprise sont moins nombreux qu'en 2023 à anticiper une hausse de leur rentabilité.

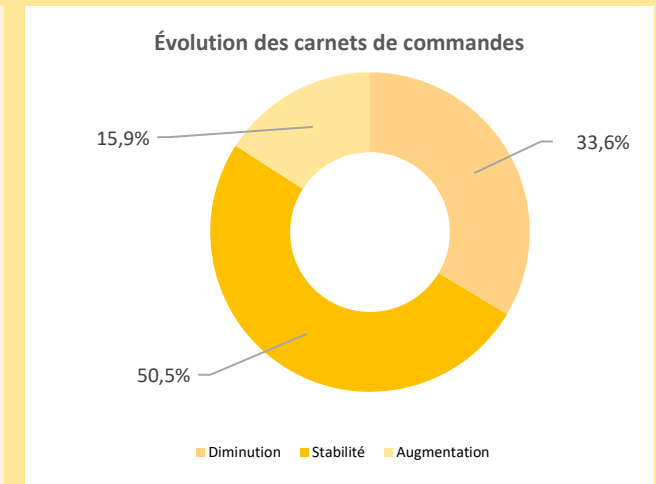
En 2023, 32 % des dirigeants ont déclaré une hausse de leurs marges. Ils ne sont que 15 % à l'envisager en 2024.

Toutefois, ils ne sont pas plus nombreux à déclarer une baisse de leur rentabilité en 2024 par rapport à 2023. Seul le gros oeuvre connaîtrait une situation dégradée (44 % auraient une baisse contre 34 % en 2023).

Les deux tiers des entreprises déclarent que leurs carnets de commandes seraient stables ou en hausse en 2024

Dans le second oeuvre, les chefs d'entreprise font état d'une bonne visibilité de leurs carnets de commandes : 77 % estiment qu'ils seront stables voire en hausse.

Dans le gros oeuvre et les travaux publics, la perspective de baisse de la demande implique une prévision à la baisse des carnets de commandes pour près de la moitié des professionnels.



Rentabilité

Carnets de commandes



Méthodologie

La présente étude repose sur les réponses fournies volontairement par les responsables d'entreprises et établissements de la région, dans le cadre de l'enquête menée annuellement par la Banque de France.

Cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité. N'ont été interrogées que les entités susceptibles de procurer des informations sur trois exercices consécutifs (2022-2023-2024).

Les disparitions et créations d'entreprises ou d'activités nouvelles sont donc exclues du champ de l'enquête.

La Banque de France exprime ses plus vifs remerciements aux entreprises et établissements qui ont accepté de participer à l'enquête.

1 458 entreprises ont répondu à l'enquête.

Elles représentent un effectif global de 126 504 personnes, soit 35,3 % de l'effectif régional.






Industrie	Nombre d'entreprises ayant répondu	Effectifs		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS au 31/12/2022	
Total Industrie	627	81 271	169 065	48,1%
Industrie agroalimentaire	83	15 884	33 566	47,3%
Équipements électriques et électroniques	88	11 718	19 853	59%
Fabrication de matériels de transport	21	12 041	23 974	50,2%
Fabrication d'autres produits industriels	435	41 628	91 672	45,4%

Services marchands	Nombre d'entreprises ayant répondu	Effectifs		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS au 31/12/2022	
Total Services marchands	413	24 222	110 490	21,9%
Transports et entreposage	179	15 859	48 602	32,6%
Hébergement et restauration	135	3 467	36 487	9,5%
Information et communication	28	1 297	6 529	19,9%
Activité d'ingénierie	70	3 593	18 872	19%

Construction	Nombre d'entreprises ayant répondu	Effectifs		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS au 31/12/2022	
Total construction	418	21 011	78 914	26,6%
Bâtiment	355	15 742	64 164	24,6%
Gros oeuvre	85	4 805	16 540	29,1%
Second oeuvre	270	10 937	47 624	23,1%
Travaux publics	63	5 269	14 750	35,7%




Publications de la Banque de France


Catégorie	Titre
 Crédit	Crédits aux particuliers Accès des entreprises au crédit Financement des entreprises Taux d'endettement des ANF – Comparaisons internationales Crédits dans les régions françaises
 Epargne	Taux de rémunération des dépôts bancaires Performance des OPC - France Épargne des ménages Monnaie et concours à l'économie
 Chiffres clés France et étranger	Défaillances d'entreprises
 Conjoncture	Tendances régionales en Normandie Conjoncture économique en France et par secteur d'activité Enquête sur le commerce de détail
 Balance des paiements	Balance des paiements de la France



**Banque de France
Département Entreprises et Études Régionales**

32 rue Jean Lecanuet CS 50896 - 76005 ROUEN CEDEX

 **02.35.52.78.18**

 normandie.conjoncture@banque-france.fr

Rédacteur en chef

Philippe SELWA, Chef du département Entreprises et Études Régionales

Directeur de la publication

Eric VILLENEUVE, Directeur Régional